

Ghassan Salameh^(*) : « L'illégalité l'emporte sur le droit »

Pour l'expert du CNRS, les populations pauvres de la région sont plutôt solidaires de Saddam Hussein.

4/8/90
LE FIGARO — Trente-six heures après l'invasion du Koweït par l'Irak, les pays arabes n'ont toujours pas réagi vraiment. Seuls le Maroc, l'Algérie et le Liban ont condamné l'agression. Comment l'expliquez-vous ?

Ghassan SALAMEH. — Le Proche-Orient est, depuis longtemps déjà, régi davantage par l'illégalité que par le droit international. Par exemple, en 1967, Israël occupe la Cisjordanie et Gaza. Vingt-trois ans plus tard, Israël est toujours là. En 1971, l'Iran occupe trois îlots qui appartiennent aux Émirats arabes unis. Les troupes iraniennes y sont encore. En 1976, la Syrie entre au Liban prétendument pour y rétablir l'ordre. Quinze ans plus tard, elle y est toujours. Et aujourd'hui, l'Irak envahit le Koweït.

— Le Koweït est pourtant lié aux autres pays arabes par des accords de défense...

— Il faut distinguer deux choses. D'abord l'intervention irakienne. Je ne suis pas du tout certain que l'ensemble du monde arabe, gouvernements ou populations, soutienne le Koweït. Le monde arabe est divisé entre les riches d'un côté, les pauvres de l'autre. Et notamment un pays comme l'Irak, qui a été appauvri par la guerre. Dans l'ensemble, les pauvres ne voient aucun inconvénient à ce que certains d'entre eux mettent la main dans la poche des riches. Il existe actuellement au Proche-Orient une solidarité des pauvres contre les nantis.

— Mais le différend ne se limite pas aux gros sous...

— Il y a effectivement un problème

stratégique lié à la fermeture de Chatt el-Arab. L'Irak a besoin d'un accès à la mer autre que le Chatt el-Arab. Ce contentieux koweïto-irakien est aggravé par le fait que, contrairement aux Saoudiens, les Koweïtiens n'ont pas annulé la dette irakienne à leur égard. Du coup, les Irakiens n'ont pas voulu signer avec le Koweït, l'an dernier, le pacte de non-agression que l'émirat réclamait à cor et à cri.

— Ainsi s'explique donc la complaisance de la grande majorité des États arabes vis-à-vis de Bagdad ?

— Cette compréhension existe effectivement. D'autant plus que l'Irak apparaît aujourd'hui comme le seul frein efficace à l'espèce de boule de neige islamiste qui secoue la région. Saddam Hussein est populaire sans

simplement le gouvernement d'un petit voisin par un gouvernement fantoche de son choix. C'est là où les Arabes vont réagir à l'invasion irakienne. Surtout dans le Golfe, surtout les Saoudiens et les gens des Émirats arabes unis. Remplacer la famille royale du Koweït, c'est créer un précédent inadmissible. On n'aime pas voir tomber les monarchies !

— Avec de telles méthodes, comment Saddam Hussein pourrait-il devenir, ainsi qu'on lui en prête l'intention, le Nasser des années 90 ?

— Il ne peut plus y avoir de nouveau Nasser. Saddam Hussein le sait. Le monde arabe a vieilli. Il a perdu ses illusions. Il est tellement divisé. La compétition pour le pouvoir est trop

ils jouissent de davantage de protections internationales.

— La communauté internationale paraît vouloir, derrière Washington et Moscou, punir Saddam Hussein. Ne risque-t-elle pas de rassembler les Arabes derrière lui, comme lors de précédentes offensives diplomatiques et médiatiques contre l'Irak ?

— La communauté internationale ne peut punir Saddam Hussein parce qu'il a envahi le Koweït, tout en restant complaisant vis-à-vis de l'occupation de la Cisjordanie par Israël, ou par rapport à ce que la Syrie fait au Liban. L'application du droit international doit se faire d'une manière globale, contre tous ceux qui ont enfreint les règles internationales.

— Au-delà des déclarations officielles, Téhéran paraît menager l'Irak.

— Aujourd'hui, l'Iran n'a pas les moyens d'une nouvelle confrontation avec l'Irak. En outre, l'Iran est soulagé de voir que l'Irak cherche sérieusement un accès libre à la mer autre que le Chatt el-Arab.

— Est-ce le début d'un remodelage de la carte politique du Proche-Orient ?

— Tout à fait. Si, après d'autres, Saddam Hussein à son tour est impuni, cela va encourager d'autres chefs d'État, d'autres gouvernements de la région à agir comme lui.

Propos recueillis
par **Claude LORIEUX.**

« C'est le début d'un remodelage de la carte politique au Proche-Orient »

être islamiste. Il joue donc un rôle extrêmement utile.

— Il a tout de même chassé de chez lui Chelkh Jaber, un monarque dont la famille règne sur le Koweït depuis près de deux siècles...

— C'est le second aspect du problème. Là, les choses ne sont pas aussi simples. Le monde arabe se fait à l'idée qu'un État intervienne dans les affaires du voisin. Mais pas encore à l'idée qu'un État remplace purement et

forte entre Saddam Hussein, Hafez el-Assad, Moubarak et les autres.

— Après le Koweït, sera-ce le tour d'un autre émirat du Golfe ? Pourquoi par l'Arabie Saoudite ?

— Je ne crois pas. Il faut regarder la carte. Le Koweït est un cas à part. Il commande l'accès à la mer libre des irakiens. Il est extrêmement riche et extrêmement proche. Les autres petits États du Golfe ne sont ni aussi riches ni aussi proches. Quant aux Saoudiens,

(*) Ghassan Salameh est directeur de recherche au CNRS et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, spécialiste du Proche-Orient.